

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2009.

Art. 11. De Minister tot wiens bevoegdheid het Gespecialiseerd Onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 juli 2010.

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor sociale promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2010 — 3216

[C — 2010/29488]

15 JUILLET 2010. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure et les délais de traitement des demandes de réutilisation d'informations du secteur public ainsi que la surveillance des obligations de mise à disposition des documents administratifs en application du décret du 25 janvier 2007 portant transposition de la Directive 2003/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 20;

Vu le décret du 25 janvier 2007 portant transposition de la Directive 2003/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public, notamment les articles 6, 17 et 18;

Vu l'avis n° 48.375/2 du Conseil d'Etat, donné le 30 juin 2010, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par "décret", le décret du 25 janvier 2007 portant transposition de la Directive 2003/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public.

Art. 2. La demande écrite de réutilisation mentionne :

1° le nom du demandeur;

2° son adresse;

3° sa qualité.

La demande contient en outre les mentions suivantes énumérées à l'article 6, § 1^{er}, du décret :

1° l'identification précise du document administratif demandé;

2° une description de la réutilisation qui en sera faite;

3° la forme dans laquelle les informations recherchées doivent être mises à disposition;

4° la finalité poursuivie.

La demande de réutilisation est adressée directement à l'autorité publique qui dispose du document administratif ou qui l'a fait archiver.

L'autorité publique envoie au demandeur dans les cinq jours ouvrables un accusé de réception indiquant la date de réception de la demande.

Art. 3. Dans les dix jours qui suivent la réception de la demande, l'autorité publique vérifie si la demande de réutilisation est complète ou formulée correctement. Si la demande est incomplète ou formulée de façon trop vague, l'autorité publique invite le demandeur à la compléter dans les vingt jours ouvrables. Elle indique les éléments manquants ou les précisions à apporter.

Si le demandeur ne fournit pas les éléments requis dans le délai de vingt jours ouvrables, l'autorité publique peut mettre fin au traitement de la demande de réutilisation.

Art. 4. Si l'obtention du document administratif requiert l'emploi d'une licence et à défaut de règles particulières, l'autorité publique met à la disposition du demandeur un exemplaire de la licence standard dans les cinq jours ouvrables qui suivent la réception de la demande.

Si, en application de l'article 3, l'autorité publique a invité le demandeur à compléter sa demande de réutilisation, ce délai de mise à disposition d'un exemplaire de la licence standard prend cours à compter de la réception de la demande complète.

Art. 5. A défaut de règles particulières, l'autorité publique traite la demande de réutilisation et met, selon le cas, l'offre de licence et le document administratif à la disposition du demandeur en vue de sa réutilisation, dans les vingt jours ouvrables qui suivent la réception de la demande.

Si, en application de l'article 3 du présent arrêté, l'autorité publique a invité le demandeur à compléter sa demande de réutilisation, le délai de vingt jours ouvrables prend cours à compter de la réception de la demande complète.

En ce qui concerne les demandes qui doivent être préalablement soumises à l'avis ou à l'autorisation d'un comité compétent en matière de données à caractère personnel, le délai de vingt jours ouvrables prend cours à partir de la date à laquelle l'avis est rendu ou l'autorisation accordée.

Dans ce cas, l'autorité publique informe le demandeur que l'avis ou l'autorisation a été demandé dans les vingt jours ouvrables qui suivent la réception de la demande complète.

Pour les demandes importantes ou complexes, le délai de traitement de la demande peut être prolongé de vingt jours ouvrables. Dans ce cas, l'autorité publique informe le demandeur dans les vingt jours ouvrables qui suivent la réception de la demande complète qu'un délai supplémentaire est nécessaire pour traiter sa demande. Cette communication mentionne le délai et les motifs de la prolongation.

Art. 6. § 1^{er}. L'autorité publique peut prendre une décision négative. La décision indique les motifs pour lesquels la demande de réutilisation est rejetée.

En outre, en cas de décision négative fondée sur l'article 3, alinéa 3, § 2, 2°, du décret, l'autorité publique fait mention, dans sa décision, de la personne physique ou morale titulaire des droits de propriété intellectuelle, si elle est connue ou, à défaut, du concédant auprès duquel elle a obtenu le document administratif demandé.

§ 2. L'autorité publique notifie au demandeur sa décision, au plus tard dans les vingt jours ouvrables qui suivent la réception de la demande complète ou à la réception de l'avis ou l'autorisation visé à l'article 5, alinéa 3, ou à l'expiration du délai supplémentaire prévu à l'article 5, alinéa 4.

Tout document par lequel la décision négative est notifiée au demandeur indique les voies de recours, l'instance compétente pour en connaître ainsi que les formes et délais à respecter.

Art. 7. Si, à l'expiration des délais prévus à l'article 6, § 2, le demandeur n'a reçu aucune réponse de la part de l'autorité publique, la demande est réputée refusée. Ce refus peut faire l'objet du recours prévu par l'article 9 du décret.

Art. 8. Si l'autorité publique décide de mettre fin à la licence ou à la mise à disposition des documents en application de l'article 6, § 2, alinéas 2 et 3, du décret, elle notifie au demandeur sa décision ainsi que ses motifs.

Le document par lequel cette décision est notifiée au demandeur indique les voies de recours, l'instance compétente pour en connaître ainsi que les formes et délais à respecter.

Art. 9. Aux fins d'assurer l'information des utilisateurs potentiels au sujet des documents administratifs disponibles en vue d'une réutilisation et les conditions de cette réutilisation, un registre est tenu au sein du Secrétariat général du Ministère de la Communauté française. Ce registre mentionne au minimum les intitulés des documents disponibles, les formats, les conditions minimales d'obtention, en ce compris les rétributions exigées, les licences type prévues ainsi que les accords d'exclusivité conclus conformément à l'article 16 du décret.

Il est accessible, notamment en version électronique, sur les sites respectifs des autorités publiques gestionnaires des documents ainsi que sur le portail du Ministère de la Communauté française.

Art. 10. Pour exécuter la mission visée à l'article 9, le Secrétariat général du Ministère de la Communauté française est assisté par un comité fonctionnel.

Le Comité est composé d'un représentant effectif ou d'un représentant suppléant :

1° du Secrétariat général et de chaque Administration générale;

2° de chaque personne morale visée à l'article 2, 1°, b), c) et d), du décret qui en a exprimé la demande.

Les représentants visés à l'alinéa 2 sont désignés par les fonctionnaires généraux ou le dirigeant de l'autorité publique concernée.

Le secrétariat du Comité est assuré par le Secrétariat général du Ministère de la Communauté française. Celui-ci fixe l'ordre du jour.

Art. 11. Le Comité établit, endéans les six mois de sa création un règlement d'ordre d'intérieur précisant les missions, la méthode de travail ainsi que la répartition des responsabilités de publicité des documents autorisés à être réutilisés, entre les services du Gouvernement et les autres autorités publiques, d'une part, et le Secrétariat général du Ministère de la Communauté française, d'autre part.

Art. 12. Le présent arrêté ainsi que le décret du 25 janvier 2007 portant transposition de la Directive 2003/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public entrent en vigueur le jour de leur publication au *Moniteur belge*.

Art. 13. Le Ministre-Président est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 juillet 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2010 — 3216

[C - 2010/29488]

15 JULI 2010. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de behandelingsprocedure en -termijnen voor een aanvraag voor hergebruik van overheidsinformatie alsook het toezicht op de verplichting om bestuursdocumenten beschikbaar te stellen met toepassing van het decreet van 25 januari 2007 houdende omzetting van de Richtlijn 2003/98/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 november 2003 inzake het hergebruik van overheidsinformatie**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het decreet van 25 januari 2007 houdende omzetting van de Richtlijn 2003/98/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 november 2003 inzake het hergebruik van overheidsinformatie, inzonderheid op de artikelen 6, 17 en 18;

Gelet op het advies nr. 48.375/2 van de Raad van State, gegeven op 30 juni 2010, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-President,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder « decreet », het decreet van 25 januari 2007 houdende omzetting van de Richtlijn 2003/98/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 november 2003 inzake het hergebruik van overheidsinformatie.

Art. 2. De schriftelijke aanvraag voor hergebruik vermeldt :

- 1° de naam van de aanvrager;
- 2° zijn adres;
- 3° zijn hoedanigheid.

De aanvraag bevat eveneens de volgende vermeldingen bedoeld in artikel 6, § 1, van het decreet :

- 1° een nauwkeurige omschrijving van het gevraagde bestuursdocument;
- 2° een beschrijving van het beoogde hergebruik van het bestuursdocument;
- 3° de vorm waarin de mededeling van het bestuursdocument moet gebeuren
- 4° de nagestreefde doelstelling

De aanvraag voor hergebruik wordt rechtstreeks gericht aan de overheid die over het bestuursdocument beschikt of het heeft laten archiveren.

De overheid bezorgt de aanvrager binnen vijf werkdagen een ontvangstbewijs dat de datum vermeldt waarop de aanvraag is ontvangen.

Art. 3. Binnen een termijn van tien werkdagen vanaf de ontvangst van de aanvraag, onderzoekt de overheid de volledigheid en de juistheid van de aanvraag. Indien de aanvraag voor hergebruik onvolledig of te vaag geformuleerd is, verzoekt de overheid de aanvrager ze te vervolledigen binnen een termijn van twintig werkdagen. Ze geeft aan welke gegevens ontbreken of toelichting vereisen.

Indien de aanvrager de vereiste gegevens niet bezorgt binnen de termijn van twintig werkdagen, kan de overheid de behandeling van de aanvraag voor hergebruik beëindigen.

Art. 4. Indien het gebruik van een licentie vereist is om het bestuursdocument te verkrijgen en bij gebrek aan een andersluidende wettelijke of reglementaire norm, stelt de overheid de aanvrager een standaardexemplaar van de licentie ter beschikking binnen een termijn van vijf werkdagen vanaf de ontvangst van de aanvraag.

Indien de overheid de aanvrager verzocht heeft zijn aanvraag voor hergebruik te vervolledigen, overeenkomstig artikel 3, gaat de termijn om een standaardexemplaar van de licentie ter beschikking te stellen in vanaf de ontvangst van de vervollediging van de aanvraag voor hergebruik.

Art. 5. Bij gebrek aan specifieke voorschriften behandelt de overheid de aanvraag voor hergebruik en stelt ze de aanvrager het bestuursdocument eventueel ter beschikking voor hergebruik, binnen een termijn van twintig werkdagen vanaf de ontvangst van de aanvraag.

Indien de overheid de aanvrager verzocht heeft zijn aanvraag voor hergebruik te vervolledigen, overeenkomstig artikel 3 van dit besluit, gaat de termijn van twintig werkdagen in vanaf de ontvangst van de volledige aanvraag.

Wat de aanvragen betreft waarvoor vooraf het advies of de toestemming van een comité bevoegd voor persoonsgegevens vereist is, gaat de termijn van twintig werkdagen in vanaf de datum waarop het advies is verstrekt of de toestemming is verleend.

In dat geval stelt de overheid de aanvrager ervan in kennis dat het advies of de toestemming gevraagd werd binnen een termijn van twintig werkdagen vanaf de ontvangst van de volledige aanvraag.

Voor uitgebreide of ingewikkelde aanvragen kan de behandelingstermijn van de aanvraag met twintig werkdagen worden verlengd. In dit geval stelt de overheid de aanvrager ervan in kennis, binnen een termijn van twintig werkdagen vanaf de ontvangst van de volledige aanvraag, dat een bijkomende termijn noodzakelijk is voor de behandeling van zijn aanvraag. Deze mededeling vermeldt de termijn en de redenen voor de verlenging.

Art. 6. § 1. De overheid kan een aanvraag afwijzen. De beslissing vermeldt de redenen waarom de aanvraag voor hergebruik is afgewezen.

Indien de afwijzende beslissing gebaseerd is op artikel 3, derde lid, § 2, 2°, van het decreet, verwijst de overheid in haar beslissing ook naar de natuurlijke of rechtspersoon bij wie de intellectuele eigendomsrechten berusten, indien deze bekend is of, bij gebrek daaraan, naar de licentiegever van wie het gevraagde bestuursdocument afkomstig is.

§ 2. De overheid stelt de aanvrager in kennis van haar beslissing, ten laatste binnen een termijn van twintig werkdagen vanaf de ontvangst van de volledige aanvraag of vanaf het verkrijgen van het advies of de toelating bedoeld in artikel 5, derde lid of vanaf het vervallen van de bijkomende termijn bedoeld in artikel 5, vierde lid.

Elk document waarmee de aanvrager in kennis gesteld wordt van de afwijzende beslissing, vermeldt de rechtsmiddelen, de instantie bij wie het beroep moet worden ingesteld en de voorgeschreven vormen en termijnen.

Art. 7. Indien de overheid, na afloop van de termijnen bepaald in artikel 6, § 2, haar antwoord nog niet heeft bezorgd aan de aanvrager, wordt de aanvraag als afgewezen beschouwd. Deze afwijzing kan aanleiding geven tot een beroepsprocedure als bedoeld in artikel 9 van het decreet.

Art. 8. Indien de overheid beslist de licentie te beëindigen of de documenten niet meer ter beschikking te stellen overeenkomstig artikel 6, § 2, tweede en derde lid, van het decreet, stelt ze de aanvrager in kennis van haar beslissing en van de redenen daarvoor.

Het document waarmee de aanvrager in kennis gesteld wordt van deze beslissing, vermeldt de rechtsmiddelen, de instantie bij wie het beroep moet worden ingesteld en de voorgeschreven vormen en termijnen.

Art. 9. Teneinde potentiële gebruikers te informeren over de voor hergebruik beschikbare bestuursdocumenten en over de voorwaarden voor hergebruik, houdt het Secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap een register bij. Dit register vermeldt de titels van de beschikbare documenten, de formaten, de minimumvoorwaarden voor het verkrijgen ervan, met inbegrip van de verlangde vergoedingen, de standaardlicenties en de exclusiviteitsregelingen gesloten overeenkomstig artikel 16 van het decreet.

Dit register is elektronisch toegankelijk via de respectieve websites van de overheden die instaan voor het beheer van de documenten en via de portaal-site van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 10. In het kader van de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 9 wordt het Secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap bijgestaan door een functioneel comité.

Het Comité is samengesteld uit een werkend of een plaatsvervangend vertegenwoordiger :

- 1° van het Secretariaat-generaal en van elk Algemeen Bestuur;

2° van elke rechtspersoon bedoeld in artikel 2, 1°, b), c) en d) van het decreet die erom gevraagd heeft.

De vertegenwoordigers bedoeld in het tweede lid worden aangewezen door de ambtenaren-generaal of de leider van de betrokken overheid.

Het secretariaat van het comité wordt waargenomen door het Secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap dat de agenda bepaalt.

Art. 11. Het Comité maakt een huishoudelijk reglement op, binnen de zes maanden na zijn oprichting dat, onder meer, voorziet in de opdrachten, de werkmethode en de verdeling van de verantwoordelijkheden inzake bekendmaking van de voor hergebruik toegestane documenten, tussen de diensten van de Regering en de andere overheden enerzijds en het Secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap anderzijds.

Art. 12. Dit besluit, alsook het decreet van 25 januari 2007 houdende omzetting van de Richtlijn 2003/98/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 november 2003 inzake het hergebruik van overheidsinformatie, treden in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt.

Art. 13. De Minister-President wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 juli 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2010 — 3217

[C – 2010/29489]

15 JUILLET 2010. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant diverses dispositions relatives aux centres locaux de promotion de la santé et aux services communautaires de promotion de la santé

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 1997 fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, et certaines mesures de son exécution, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 20 février 1998 fixant les procédures d'agrément et de retrait d'agrément des services communautaires et des centres locaux de promotion de la santé, et les missions du Centre de recherche opérationnelle en santé publique;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 3 mai 2005 portant agrément du Centre local de promotion de la santé du Hainaut occidental pour la période du 1^{er} septembre 2005 au 31 août 2010;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 1^{er} juillet 2005 portant agrément du Centre local de promotion de la santé de Mons-Soignies pour la période du 1^{er} octobre 2005 au 30 septembre 2010;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 3 août 2005 portant agrément du Centre local de promotion de la santé de Liège pour la période du 1^{er} octobre 2005 au 30 septembre 2010;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 3 août 2005 portant agrément du Centre local de promotion de la santé de Huy-Waremme pour la période du 1^{er} septembre 2005 au 31 août 2010;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 décembre 2005 définissant les missions spécifiques et la contribution permanente spécifique des services communautaires de promotion de la santé pour la période du 1^{er} septembre 2005 au 31 août 2010;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 décembre 2005 portant agrément des services communautaires de promotion de la santé pour la période du 1^{er} septembre 2005 au 31 août 2010;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 21 novembre 2008 portant agrément du Centre local de promotion de la santé en province de Namur pour la période du 1^{er} novembre 2008 au 31 octobre 2010;

Vu l'avis du Conseil supérieur de promotion de la santé, donné le 12 juillet 2010;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 juin 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 juillet 2010;

Considérant que l'agrément des services communautaires de promotion de la santé et des centres locaux de promotion de la santé du Hainaut occidental, de Huy-Waremme, de Liège, de Mons-Soignies et de Namur arrive à échéance dans le courant de l'année 2010;

Considérant qu'il y a lieu de prolonger de deux ans l'agrément de ces services afin de pouvoir procéder à l'évaluation des dispositifs existant en matière de santé ainsi que celle du programme quinquennal de promotion de la santé prévue par le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé;

Considérant que la période de validité des missions fixées par l'arrêté du 22 décembre 2005 précité définissant les missions spécifiques confiées aux services communautaires de promotion de la santé arrive à échéance en date du 31 août 2010;

Considérant qu'il y a lieu de prolonger de deux ans la période de validité de ces missions afin de la faire coïncider avec la période d'agrément des services communautaires de promotion de la santé;

Considérant la nécessité d'assurer le respect du principe général de continuité du service public;

Sur proposition de la Ministre de la santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mai 2005 portant agrément du Centre local de promotion de la santé du Hainaut occidental pour la période du 1^{er} septembre 2005 au 31 août 2010, les termes « 31/8/2010 » sont remplacés par les termes « 31/8/2012 ».